

# FSU

# SNPES-PJJ

## Syndicat National des Personnels de l'Education et du social

### REGION ILE DE FRANCE ET OUTRE MER

***Les Foyers de la PJJ ne sont pas des autobus  
Ils n'ont pas besoin d'être "escortés" par une police privée !***

## **Pas de vigiles dans les foyers !!!**

**Ils ont osé....**

**Ainsi, ils veulent mettre leur projet démentiel à exécution, le Directeur Territorial de Seine St Denis l'a annoncé à nos collègues et au SNPES 93 : une agence de sécurité va être recrutée pour que des vigiles soient présents au CPI de Pantin en permanence.**

**Ils sont autistes face au refus des professionnels**

L'équipe est contre, le collègue de directeur de la Seine St Denis est plus que réservé (dans le climat de chasse aux sorcières, un directeur ne peut exprimer que des questionnements et non une opposition), la quasi totalité des personnels, au-delà du département "cobaye" est sidérée par l'annonce de cette décision. Qu'à cela ne tienne, la direction de la PJJ a décidé, une "enième" fois de passer en force !

**Ce projet étale au grand jour leur ignorance du B-A BA de l'action éducative.**

Ce projet signifierait dans les pratiques éducatives : plus de violence, plus de contraintes, plus de contention et plus de maltraitance pour les personnels et les jeunes. Il signifie aussi, de la part de la direction de la PJJ, un immense mépris de la qualification et des savoirs faire des personnels.

**Ils se font les promoteurs de la démagogie sécuritaire du gouvernement....**

Il s'agit aussi à travers le choix d'un foyer de Seine St Denis comme "territoire d'expérimentation" de cette décision, de stigmatiser une nouvelle fois un département dont la population est majoritairement en grande difficulté sociale.

Comme en échos avec le kärcher demandé par le Président de la République il y a quelques années, la Direction Territoriale du 93 semble se donner pour mission la mise au pas les mineurs délinquants sur ce département.

Ainsi, les jeunes ne seront pas dépaysés, les forces de sécurités d'Etat ou privées qu'ils côtoient dans leurs cités, les galeries commerciales et les supermarchés, ils les retrouveront dans les foyers où ils auront été placés autoritairement. Et, en cas de tentative de fugue, le vigile sera là pour les empêcher de "s'évader".

Les foyers deviendront ainsi des petits "Centre fermés", plus besoin de les transformer comme cela s'est passé pour les foyers de St Brice et d'Epinais sur Seine en région parisienne.

**Stigmatisation des quartiers populaires et de la banlieue...**

Pour couronner le tout, il a été décidé de diligenter dans ce département, une recherche sur la violence : « *La question que se pose M. MONGE est de savoir si la violence en Seine Saint-Denis est spécifique*

(ghettoïsation, communautarisme, socialisation mafieuse...) ou si elle est la même qu'ailleurs, en plus grave. Ce travail devrait se construire autour de trois axes : Un travail d'analyse des discours en matière de réponses publiques (police, justice, élus, prévention spécialisée...) et des parcours des 140 mineurs multi-répétés les plus repérés. Ce travail se mènera en lien avec le CESDIP (laboratoire du CNRS). » (Tract du SNPES 93).

Nous ne pouvons nous empêcher de faire un parallèle entre cette "commande" de l'administration, et la dernière pré-campagne présidentielle de Sarkozy. Tout est contenu dans le discours de Pascal Clément, alors Garde des Sceaux, qui, lors d'une visite en Seine St Denis en septembre 2006 déclarait « *Y a-t-il une spécificité de la délinquance en Seine St Denis ?* » Pour ensuite conclure : « *Toutes ces questions sont légitimes et il nous faut y répondre, mais nous ne le ferons pas sans nous être mis d'accord sur l'état des lieux. Quel est le diagnostic ? Quels sont les outils dont nous disposons pour l'établir ? Et comment les partager ?* ».

Nous connaissons les enjeux pour le gouvernement de la "question sécuritaire" et la décision de faire du 93 un exemple en matière de lutte pour la délinquance.. Nous avons l'impression que notre administration, qui nous rappelle régulièrement le principe du devoir de réserve dans la fonction publique, se porte volontaire, à travers ces projets, pour étayer l'argumentation d'une future nouvelle candidature du Président de la République à l'élection présidentielle.

Il est loin, le temps où une directrice départementale de la PJJ 93 signait un appel de personnalités du département défendant la Seine St Denis, sa créativité, sa population et mettant en exergue non la violence mais les difficultés sociales que ses habitants affrontaient au quotidien.

Il est loin le temps quand l'éducation surveillée, puis la PJJ prenait en compte les discriminations et l'exclusion sociale subies par de nombreux habitants des quartiers populaires. Le service d'éducation du Ministère de la Justice suscitant et soutenant alors en Seine St Denis comme dans les autres départements des innovations pédagogiques en prenant en compte ces spécificités.

C'est dans cette perspective que, dans le 93, furent créés, entres autres, le premier service de milieu ouvert, des ateliers d'insertion novateurs, Espace Vie Adolescences....

**Après les fermetures de services, ils s'attaquent maintenant à notre éthique et notre engagement professionnel !**

En à peine trois ans, ces nombreux outils et lieux d'innovation pédagogique, témoignages de l'investissement et de l'expérience des personnels de la région parisienne depuis des décennies ont été supprimés ou détruit par la Direction Interrégional.

En Seine St Denis, la politique de la DT a été particulièrement brutale et sans retenue. La liquidation d'Espace Vie Adolescence en a été le summum.

Ce qu'a subi ce département, tous les départements de la région parisienne l'ont subi avec les restructurations/liquidations de services. Aujourd'hui, à travers ce projet de vigiles dans les foyers, c'est une nouvelle étape de dénaturation de nos métiers que notre administration veut programmer. La Seine St Denis sert aujourd'hui de laboratoire à notre administration qui relaie les plans "politiciens" du gouvernement, cette "expérience" sera ensuite généralisée, si nous ne mettons pas tous ensemble ce projet en échec.

Les difficultés que rencontrent certaines équipes de foyers d'hébergement ne sont pas du à une mauvaise gestion de la violence mais à un contexte institutionnel et à des conditions de travail dégradées dont chacun sait que notre administration porte l'entière responsabilité.

**Nous ne laisserons pas faire, il nous faut partout interpeller nos directions territoriales, et la direction interrégionale pour les obliger à renoncer à ce projet inique qui consiste à envisager la présence de vigiles dans les foyers.**

**Il nous faut alerter la presse, expliquer à tous nos partenaires les conséquences d'un tel projet. Contacter les élus qui défendent le droit à l'éducation pour tous les jeunes en difficultés.**

**Enfin préparons nous à être aux côtés des personnels du CPI de Pantin qui refusent la présence de vigiles aux portes de leur foyer !**